

235^e séance

RÈGLEMENT DES COMPTES POUR 2009

Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 (n° 2554)

Article 1er

① I. – Le résultat budgétaire de l'État en 2009 est arrêté à la somme de –138 028 685 126,34 €.

② II. – Le montant définitif des recettes et des dépenses du budget de l'année 2009 est arrêté aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après :

(En euros)			
	Dépenses	Recettes	Soldes
Budget général			
Recettes			
Recettes fiscales brutes		325 918 979 840,20	
À déduire : Remboursements et dégrèvements d'impôts		111 668 790 013,45	
Recettes fiscales nettes (a)		214 250 189 826,75	
Recettes non fiscales (b)		19 450 954 378,94	
Montant net des recettes hors fonds de concours (c) = (a)+(b)		233 701 144 205,69	
À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et des Communautés européennes (d)		76 199 734 099,56	
Total net des recettes, hors prélèvements sur recettes (e) = (c)-(d)		157 501 410 106,13	
Fonds de concours (f)		3 517 638 335,79	
Montant net des recettes, y compris fonds de concours (g) = (e)+(f)		161 019 048 441,92	
Dépenses			
Dépenses brutes, hors fonds de concours	399 077 261 509,82		
À déduire : Remboursements et dégrèvements d'impôts	111 668 790 013,45		
Montant net des dépenses (h)	287 408 471 496,37		
Fonds de concours (i)	3 516 394 507,00		
Montant net des dépenses, y compris fonds de concours (j) = (h)+(i)	290 924 866 003,37		
Total du budget général, y compris fonds de concours	290 924 866 003,37	161 019 048 441,92	-129 905 817 561,45
Budgets annexes			
Contrôle et exploitation aériens	1 944 837 753,75	1 944 837 753,75	
Publications officielles et information administrative	208 174 927,59	208 174 927,59	
Montant des budgets annexes hors fonds de concours	2 153 012 681,34	2 153 012 681,34	
Fonds de concours	18 581 521,99	18 581 521,99	

(En euros)			
	Dépenses	Recettes	Soldes
Total des budgets annexes, y compris fonds de concours	2 171 594 203,33	2 171 594 203,33	
Comptes spéciaux			
Comptes d'affectation spéciale	52 394 629 222,53	54 142 659 356,77	1 748 030 134,24
Comptes de concours financiers	105 969 484 358,46	95 679 646 064,78	-10 289 838 293,68
Comptes de commerce (solde)	-358 571 710,28		358 571 710,28
Comptes d'opérations monétaires hors Fonds monétaire international (solde)	-60 368 884,27		60 368 884,27
Total des comptes spéciaux, hors Fonds monétaire international	157 945 172 986,44	149 822 305 421,55	-8 122 867 564,89
Solde d'exécution des lois de finances, hors Fonds monétaire international			-138 028 685 126,34

Article 2

① Le montant définitif des ressources et des charges de trésorerie ayant concouru à la réalisation de l'équilibre

financier de l'année 2009 est arrêté aux sommes présentées dans le tableau de financement ci-après :

②

(En milliards d'euros)	
	Exécution 2009
Besoin de financement	
Amortissement de la dette à long terme (y compris rachats de titres d'échéance 2009 avant leur maturité) .	62,8
Amortissement de la dette à moyen terme (y compris rachats de titres d'échéance 2009 avant leur maturité)	47,4
Amortissement de dettes reprises par l'État	1,6
Variation des dépôts de garantie	-0,3
Impact en trésorerie du solde de la gestion 2009	134,7
Total du besoin de financement	246,2
Ressources de financement	
Émissions à moyen et long terme (obligations assimilables du Trésor et bons du Trésor à taux fixe et intérêts annuels), nettes des rachats en nominal	164,9
Annulation de titres de l'État par la Caisse de la dette publique	0
Variation des bons du Trésor à taux fixe et intérêts précomptés	+75,8
Variation des dépôts des correspondants	+0,8
Autres ressources de trésorerie	5,3
Variation du solde du compte du Trésor	-0,5
Total des ressources de financement ⁽¹⁾	246,2
⁽¹⁾ Le total des ressources de financement (246,2 milliards d'euros) n'est pas égal à la somme des lignes correspondantes, présentées à la centaine de millions d'euros près, du fait des arrondis	

Article 3

① I. – Le compte de résultat de l'exercice 2009 est approuvé tel que présenté dans le tableau ci-après. Le

résultat comptable de l'exercice 2009 s'établit à - 97 709 902 235,04 €:

② CHARGES NETTES

(En millions d'euros)	
	2009
Charges de fonctionnement nettes	
Charges de personnel	133 094
Achats, variations de stocks et prestations externes	20 404
Dotations aux amortissements, aux provisions et aux dépréciations	54 315
Autres charges de fonctionnement	14 339

Total des charges de fonctionnement direct (I)	222 152
Subventions pour charges de service public	20 144
Dotations aux provisions	14
Total des charges de fonctionnement indirect (II)	20 157
Total des charges de fonctionnement (III = I + II)	242 309
Ventes de produits et prestations de service	3 377
Production stockée et immobilisée	89
Reprises sur provisions et sur dépréciations	45 542
Autres produits de fonctionnement	23 182
Total des produits de fonctionnement (IV)	72 191
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT NETTES (V = III - IV)	170 118
Charges d'intervention nettes	
Transferts aux ménages	29 713
Transferts aux entreprises	14 289
Transferts aux collectivités territoriales	82 123
Transferts aux autres collectivités	22 325
Charges résultant de la mise en jeu de garanties	29
Dotations aux provisions et aux dépréciations	22 422
Total des charges d'intervention (VI)	170 902
Contributions reçues de tiers	6 076
Reprises sur provisions et sur dépréciations	23 260
Total des produits d'intervention (VII)	29 336
TOTAL DES CHARGES D'INTERVENTION NETTES (VIII = VI - VII)	141 566
Charges financières nettes	
Intérêts	39 009
Pertes de change liées aux opérations financières	212
Dotations aux amortissements, aux provisions et aux dépréciations	4 464
Autres charges financières	1 606
Total des charges financières (IX)	45 292
Produits des créances de l'actif immobilisé	8 502
Gains de change liés aux opérations financières	195
Reprises sur provisions et sur dépréciations	8 091
Autres intérêts et produits assimilés	2 588
Total des produits financiers (X)	19 376
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES NETTES (XI = IX - X)	25 916
TOTAL DES CHARGES NETTES (XII = V + VIII + XI)	337 600

PRODUITS REGALIENS NETS

(En millions d'euros)	
	2009
Impôt sur le revenu	46 752
Impôt sur les sociétés	31 593
Taxe sur les salaires	0
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	14 431
Taxe sur la valeur ajoutée	127 331
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	13 616
Autres produits de nature fiscale et assimilés	17 300
TOTAL DES PRODUITS FISCAUX NETS (XIII)	251 023
Amendes, prélèvements divers et autres pénalités	7 194
TOTAL DES AUTRES PRODUITS RÉGALIENS NETS (XIV)	7 194
Ressource propre de l'Union européenne basée sur le revenu national brut	-14 697
Ressource propre de l'Union européenne basée sur la taxe sur la valeur ajoutée	-3 630

(En millions d'euros)	
2009	
TOTAL DES RESSOURCES PROPRES DU BUDGET DE L'UNION EUROPÉENNE BASÉES SUR LE REVENU NATIONAL BRUT ET LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (XV)	-18 327

SOLDE DES OPÉRATIONS DE L'EXERCICE

(En millions d'euros)	
2009	
Charges de fonctionnement nettes (V)	170 118
Charges d'intervention nettes (VIII)	141 566
Charges financières nettes (XI)	25 916
CHARGES NETTES (XII)	337 600
Produits fiscaux nets (XIII)	251 023
Autres produits régaliens nets (XIV)	7 194
Ressources propres de l'Union européenne basées sur le revenu national brut et la taxe sur la valeur ajoutée (XV)	-18 327
PRODUITS RÉGALIENS NETS (XVI)	239 890
SOLDE DES OPÉRATIONS DE L'EXERCICE (XVI - XII)	-97 710

③ II. – Le résultat comptable de l'exercice 2009 est affecté au bilan à la ligne « report des exercices antérieurs ».

④ III. – Le bilan, après affectation du résultat comptable, s'établit comme suit :

⑤

(En millions d'euros)			
	31 décembre 2009		
	Brut	Amortissements Dépréciations	Net
ACTIF IMMOBILISÉ			
Immobilisations incorporelles	48 213	14 186	34 027
Immobilisations corporelles	443 805	66 282	377 523
Immobilisations financières	236 605	25 472	211 133
Total actif immobilisé	728 623	105 940	622 684
ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)			
Stocks	34 713	4 713	30 000
Créances	95 128	36 936	58 192
Redevables	80 280	35 707	44 573
Clients	6 182	1 027	5 155
Autres créances	8 666	202	8 463
Charges constatées d'avance	21		21
Total actif circulant (hors trésorerie)	129 862	41 649	88 213
TRÉSorerie			
Fonds bancaires et fonds en caisse	18 136		18 136
Valeurs escomptées, en cours d'encaissement et de décaissement	-2 033		-2 033
Autres composantes de trésorerie	24 737		24 737
Équivalents de trésorerie	5 302		5 302
Total trésorerie	46 143		46 143
COMPTES DE RÉGULARISATION	11 471		11 471
TOTAL ACTIF (I)	916 098	147 588	768 510
DETTES FINANCIÈRES			
Titres négociables			1 164 309
Titres non négociables			249

(En millions d'euros)			
	31 décembre 2009		
	Brut	Amortissements Dépréciations	Net
Autres emprunts			10 708
Total dettes financières			1 175 266
DETTES NON FINANCIÈRES (hors trésorerie) ..			
Dettes de fonctionnement			4 639
Dettes d'intervention			9 443
Produits constatés d'avance			9 710
Autres dettes non financières			116 953
Total dettes non financières			140 745
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ...			
Provisions pour risques			10 694
Provisions pour charges			66 851
Total provisions pour risques et charges			77 545
AUTRES PASSIFS (hors trésorerie)			12 117
TRÉSORERIE			
Correspondants du Trésor et personnes habilitées			66 739
Autres			719
Total trésorerie			67 458
COMPTES DE RÉGULARISATION			18 027
TOTAL PASSIF (hors situation nette) (II)			1 491 159
Report des exercices antérieurs			-968 242
Écarts de réévaluation et d'intégration			245 593
Solde des opérations de l'exercice			
SITUATION NETTE (III = I - II)			-722 649

- ⑥ IV. – L'annexe du compte général de l'État de l'exercice 2009 est approuvée.

Article 4

- ① I. – Le montant des autorisations d'engagement engagées sur le budget général au titre de l'année 2009

est arrêté par missions et programmes aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les autorisations d'engagement ouvertes sont modifiées comme indiqué dans ce tableau.

②

(En euros)			
Désignation des missions et des programmes .	Autorisations d'engagement engagées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non engagées et non reportées
Action extérieure de l'État	2 713 270 354,80		10 762 420,20
– Action de la France en Europe et dans le monde	1 806 198 856,49		9 804 027,51
– Rayonnement culturel et scientifique	593 933 073,82		642 622,18
– Français à l'étranger et affaires consulaires ..	313 138 424,49		315 770,51
Administration générale et territoriale de l'État	2 552 127 039,91		66 405 559,09
– Administration territoriale	1 618 686 508,39		41 677 460,61
– Administration territoriale: expérimentation Chorus	105 149 620,87		2 562 253,13
– Vie politique, culturelle et associative	210 970 960,82		13 937 511,18
– Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	617 319 949,83		8 228 334,17
Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales	4 089 219 340,05		27 879 684,95

(En euros)			
Désignation des missions et des programmes .	Autorisations d'engagement engagées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non engagées et non reportées
– Économie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires .	2 159 930 225,58		7 086 271,42
– Forêt	459 310 677,22		4 405 112,78
– Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	647 861 164,73		7 539 629,27
– Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	822 117 272,52		8 848 671,48
Aide publique au développement	3 428 102 174,73		13 402 018,27
– Aide économique et financière au développement	1 336 896 907,09		0,91
– Solidarité à l'égard des pays en développement	2 066 228 162,77		12 143 002,23
– Développement solidaire et migrations	24 977 104,87		1 259 015,13
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	3 485 646 669,44		3 550 643,56
– Liens entre la Nation et son armée	172 344 804,50		2 314 656,50
– Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	3 187 672 515,83		1 130 414,17
– Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde Guerre mondiale	125 629 349,11		105 572,89
Conseil et contrôle de l'État	529 666 819,20		9 282 899,80
– Conseil d'État et autres juridictions administratives	300 843 272,76		4 131 837,24
– Conseil économique, social et environnemental	36 732 097,00		212 224,00
– Cour des comptes et autres juridictions financières	192 091 449,44		4 938 838,56
Culture	2 782 445 241,12		178 584 215,88
– Patrimoines	1 185 898 342,22		109 488 035,78
– Création	820 321 340,09		7 751 303,91
– Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	776 225 558,81		61 344 876,19
Défense	49 106 643 210,37		257 467 813,63
– Environnement et prospective de la politique de défense	1 883 511 740,04		48 237 891,96
– Préparation et emploi des forces	23 343 667 564,99		139 934 311,01
– Soutien de la politique de la défense	2 865 608 995,88		24 912 375,12
– Équipement des forces	21 013 854 909,46		44 383 235,54
Direction de l'action du Gouvernement	495 785 684,85		11 461 878,15
– Coordination du travail gouvernemental	411 845 594,34		16 461,66
– Présidence française de l'Union européenne .	-6 667 596,55		9 339 596,55
– Protection des droits et libertés	90 607 687,06		2 105 819,94
Écologie, développement et aménagement durables	12 599 469 395,00		332 287 621,00
– Infrastructures et services de transports	7 052 038 744,63		95 057 473,37
– Sécurité et circulation routières	58 582 860,04		1 909 316,96
– Sécurité et affaires maritimes	109 930 976,53		7 070 846,47
– Météorologie	184 300 000,00		
– Urbanisme, paysages, eau et biodiversité ...	325 673 918,76		6 496 316,24
– Information géographique et cartographique	79 940 035,57		24 628,43
– Prévention des risques	165 925 194,64		99 551 089,36
– Énergie et après-mines	765 699 103,79		67 333 402,21
– Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire .	3 857 378 561,04		54 844 547,96
Économie	2 147 404 172,28		52 349 420,72
– Développement des entreprises et de l'emploi	1 293 974 913,60		31 596 363,40

(En euros)			
Désignation des missions et des programmes .	Autorisations d'engagement engagées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non engagées et non reportées
– Tourisme	63 363 814,87		0,13
– Statistiques et études économiques	434 821 891,37		7 750 053,63
– Stratégie économique et fiscale	355 243 552,44		13 003 003,56
Engagements financiers de l'État	39 186 389 161,94		131 210 527,06
– Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)	37 625 022 255,82		42 238 501,18
– Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	189 830 801,06		88 969 198,94
– Épargne	1 162 500 000,00		
– Majoration de rentes	209 036 105,06		2 826,94
Enseignement scolaire	59 923 425 274,62		82 408 625,38
– Enseignement scolaire public du premier degré	17 244 710 037,92		3 045 174,08
– Enseignement scolaire public du second degré	28 604 607 251,54		26 861 740,46
– Vie de l'élève	3 721 645 931,32		1 601 597,68
– Enseignement privé du premier et du second degrés	7 004 425 630,60		855 293,40
– Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 110 734 385,34		1 903 527,66
– Enseignement technique agricole	1 237 302 037,90		48 141 292,10
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	11 576 215 065,37		108 337 110,63
– Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	8 228 797 742,42		25 933 367,58
– Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local : expérimentations Chorus	15 988 047,77		0,23
– Stratégie des finances publiques et modernisation de l'État	400 932 659,19		1 631 780,81
– Conduite et pilotage des politiques économique et financière	921 727 872,65		54 064 378,35
– Facilitation et sécurisation des échanges	1 525 509 807,01		17 430 558,99
– Fonction publique	249 639 323,52		9 277 024,48
– Entretien des bâtiments de l'État	233 619 612,81		0,19
Immigration, asile et intégration	588 594 498,63		3 803 676,37
– Immigration et asile	512 048 566,01		2 866 104,99
– Intégration et accès à la nationalité française	76 545 932,62		937 571,38
Justice	8 618 312 606,80		157 946 793,20
– Justice judiciaire	2 861 218 598,36		97 688 901,64
– Administration pénitentiaire	4 379 960 996,81		25 714 580,19
– Protection judiciaire de la jeunesse	756 540 443,99		22 408 877,01
– Accès au droit et à la justice	398 129 536,47		94 886,53
– Conduite et pilotage de la politique de la justice : expérimentations Chorus	213 302 296,61		7 289 383,39
– Conduite et pilotage de la politique de la justice	9 160 734,56		4 750 164,44
Médias	1 173 742 996,69		3 000,31
– Presse	441 197 885,93		0,07
– Soutien à l'expression radiophonique locale .	27 575 110,76		3 000,24
– Contribution au financement de l'audiovisuel public	458 000 000,00		
– Action audiovisuelle extérieure	246 970 000,00		
Outre-mer	2 641 496 278,57		40 137 889,43
– Emploi outre-mer	1 719 246 436,23		834 071,77
– Conditions de vie outre-mer	922 249 842,34		39 303 817,66
Plan de relance de l'économie	8 975 535 731,01		0,99
– Programme exceptionnel d'investissement public	1 147 790 000,01		0,99

(En euros)			
Désignation des missions et des programmes .	Autorisations d'engagement engagées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non engagées et non reportées
– Soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi	5 668 002 431,00		
– Effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité	2 159 743 300,00		
Politique des territoires	384 078 038,67		36 263 461,33
– Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	313 177 761,19		31 804 385,81
– Interventions territoriales de l'État	70 900 277,48		4 459 075,52
Pouvoirs publics	1 022 650 720,00		75 000,00
– Présidence de la République	112 335 666,00		
– Assemblée nationale	533 910 000,00		
– Sénat	327 694 000,00		
– La Chaîne parlementaire	30 735 000,00		
– Indemnités des représentants français au Parlement européen	4 745 974,00		
– Conseil constitutionnel	12 460 000,00		
– Haute Cour			
– Cour de justice de la République	770 080,00		75 000,00
Provisions			13 899 000,00
– Provision relative aux rémunérations publiques			
– Dépenses accidentelles et imprévisibles			13 899 000,00
Recherche et enseignement supérieur	24 884 182 519,12		73 612 715,88
– Formations supérieures et recherche universitaire	12 285 768 357,47		40 307 255,53
– Vie étudiante	2 107 057 867,23		25 580,77
– Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 045 161 751,99		4 659 900,01
– Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 223 943 212,00		
– Recherche spatiale	1 270 016 621,00		
– Recherche dans le domaine des risques et des pollutions	283 907 321,03		12 918 260,97
– Recherche dans le domaine de l'énergie	658 666 800,22		336 779,78
– Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	983 494 622,66		3 431 123,34
– Recherche dans le domaine des transports, de l'équipement et de l'habitat	380 725 910,93		9 067 753,07
– Recherche duale (civile et militaire)	200 000 000,00		
– Recherche culturelle et culture scientifique ..	156 557 258,56		1 574 478,44
– Enseignement supérieur et recherche agricoles	288 882 796,03		1 291 583,97
Régimes sociaux et de retraite	5 087 578 732,36		25 852 267,64
– Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 633 215 541,36		3 954 458,64
– Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	739 999 228,00		772,00
– Régime de retraite des mines, de la SEITA et divers	714 363 963,00		21 897 037,00
Relations avec les collectivités territoriales ...	2 560 235 129,43		69 721 410,57
– Concours financiers aux communes et groupements de communes	759 347 465,42		45 395 069,58
– Concours financiers aux départements	487 963 601,15		11 108 583,85
– Concours financiers aux régions	812 485 620,00		
– Concours spécifiques et administration	500 438 442,86		13 217 757,14
Remboursements et dégrèvements	111 668 790 013,45		2 483 089 986,55

(En euros)			
Désignation des missions et des programmes .	Autorisations d'engagement engagées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non engagées et non reportées
– Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	93 868 881 033,76		2 222 998 966,24
– Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	17 799 908 979,69		260 091 020,31
Santé	1 844 341 228,21		106 163 041,79
– Prévention et sécurité sanitaire	806 312 935,94		102 811 395,06
– Offre de soins et qualité du système de soins	120 727 021,19		2 137 934,81
– Protection maladie	917 301 271,08		1 213 711,92
Sécurité	16 281 898 446,16		66 093 201,84
– Police nationale	8 622 254 842,37		66 093 200,63
– Gendarmerie nationale	7 659 643 603,79		1,21
Sécurité civile	425 739 160,62		29 827 973,38
– Interventions des services opérationnels	233 869 728,69		11 496 991,31
– Coordination des moyens de secours	191 869 431,93		18 330 982,07
Solidarité, insertion et égalité des chances	11 447 315 385,87		27 783 535,13
– Lutte contre la pauvreté: revenu de solidarité active et expérimentations sociales	444 674 351,35		0,65
– Actions en faveur des familles vulnérables ..	910 622 787,19		116 459,81
– Handicap et dépendance	8 994 134 924,39		17 899 698,61
– Égalité entre les hommes et les femmes	26 474 081,37		389 942,63
– Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1 071 409 241,57		9 377 433,43
Sport, jeunesse et vie associative	853 554 453,36		8 616 809,64
– Sport	245 743 793,82		2 361 599,18
– Jeunesse et vie associative	143 760 227,23		1 064 300,77
– Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative	464 050 432,31		5 190 909,69
Travail et emploi	13 721 287 539,93		22 581 727,07
– Accès et retour à l'emploi	6 252 870 763,23		0,77
– Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	6 627 883 357,43		0,57
– Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	49 367 701,79		5 393 847,21
– Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	791 165 717,48		17 187 878,52
Ville et logement	8 284 054 082,27		65 319 733,73
– Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 293 831 992,84		898 796,16
– Politique de la ville	757 672 651,24		14 392 559,76
– Aide à l'accès au logement	5 504 060 624,00		
– Développement et amélioration de l'offre de logement	728 488 814,19		50 028 377,81
TOTAL	415 079 197 164,83		4 516 181 663,17

③ II. – Le montant des dépenses relatives au budget général au titre de l'année 2009 est arrêté par missions et programmes aux sommes mentionnées dans le tableau

ci-après. Les crédits de paiement ouverts sont modifiés comme indiqué dans ce tableau.

④

(En euros)			
Désignation des missions et des programmes .	Dépenses	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Action extérieure de l'État	2 625 207 417,74		2 012 354,26
– Action de la France en Europe et dans le monde	1 720 042 200,50		1,50
– Rayonnement culturel et scientifique	592 596 547,90		909 044,10
– Français à l'étranger et affaires consulaires ..	312 568 669,34		1 103 308,66
Administration générale et territoriale de l'État	2 561 981 618,76		35 358 546,24
– Administration territoriale	1 635 605 776,37		19 746 722,63
– Administration territoriale : expérimentation Chorus	106 265 910,98		1 605 774,02
– Vie politique, culturelle et associative	205 242 191,85		12 612 007,15
– Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	614 867 739,56		1 394 042,44
Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales	4 216 658 162,18		6 666 790,82
– Économie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires .	2 282 166 947,18		800 795,82
– Forêt	397 192 529,87		0,13
– Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	712 240 080,66		1 398 479,34
– Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	825 058 604,47		4 467 515,53
Aide publique au développement	3 218 173 419,74		9 351 716,26
– Aide économique et financière au développement	1 024 694 708,26		7 291 715,74
– Solidarité à l'égard des pays en développement	2 170 169 441,33		972 558,67
– Développement solidaire et migrations	23 309 270,15		1 087 441,85
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	3 467 264 164,66		7 275 448,34
– Liens entre la Nation et son armée	154 318 811,57		6 039 460,43
– Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	3 187 743 887,22		1 130 414,78
– Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde Guerre mondiale	125 201 465,87		105 573,13
Conseil et contrôle de l'État	533 091 235,19		10 400 578,81
– Conseil d'État et autres juridictions administratives	297 114 969,86		5 376 957,14
– Conseil économique, social et environnemental	36 732 097,00		212 224,00
– Cour des comptes et autres juridictions financières	199 244 168,33		4 811 397,67
Culture	2 903 342 156,84		5 552 658,16
– Patrimoines	1 260 747 095,12		2 748 555,88
– Création	821 762 261,49		27 331,51
– Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	820 832 800,23		2 776 770,77
Défense	40 465 186 386,18		8 646 920,82
– Environnement et prospective de la politique de défense	1 830 793 803,05		505 753,95
– Préparation et emploi des forces	22 877 429 373,16		5 313 661,84
– Soutien de la politique de la défense	2 188 275 783,29		1 845 596,71
– Équipement des forces	13 568 687 426,68		981 908,32
Direction de l'action du Gouvernement	508 700 131,93		15 727 797,07
– Coordination du travail gouvernemental	396 497 766,28		7 410 945,72
– Présidence française de l'Union européenne .	35 987 065,37		6 544 704,63
– Protection des droits et libertés	76 215 300,28		1 772 146,72
Écologie, développement et aménagement durables	12 304 216 642,20		45 662 098,80

(En euros)			
Désignation des missions et des programmes .	Dépenses	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
– Infrastructures et services de transports	6 582 434 381,66		13 043 879,34
– Sécurité et circulation routières	59 589 057,44		178 409,56
– Sécurité et affaires maritimes	112 942 829,81		617 571,19
– Météorologie	184 300 000,00		
– Urbanisme, paysages, eau et biodiversité . . .	317 996 875,57		0,43
– Information géographique et cartographique	80 304 012,48		129 151,52
– Prévention des risques	245 273 176,54		775 537,46
– Énergie et après-mines	838 919 733,08		205 414,92
– Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire .	3 882 456 575,62		30 712 134,38
Économie	2 163 659 332,29		7 292 449,71
– Développement des entreprises et de l'emploi	1 297 200 580,84		4 062 789,16
– Tourisme	65 700 424,09		0,91
– Statistiques et études économiques	435 125 532,84		1,16
– Stratégie économique et fiscale	365 632 794,52		3 229 658,48
Engagements financiers de l'État	39 186 389 161,94		131 737 886,06
– Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)	37 625 022 255,82		42 238 501,18
– Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	189 830 801,06		88 969 198,94
– Épargne	1 162 500 000,00		
– Majoration de rentes	209 036 105,06		530 185,94
Enseignement scolaire	59 958 319 197,93		43 482 550,07
– Enseignement scolaire public du premier degré	17 244 087 575,29		3 667 527,71
– Enseignement scolaire public du second degré	28 604 314 030,24		26 856 967,76
– Vie de l'élève	3 717 074 342,99		5 120 207,01
– Enseignement privé du premier et du second degrés	7 004 835 622,65		855 293,35
– Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 109 279 821,11		1 903 527,89
– Enseignement technique agricole	1 278 727 805,65		5 079 026,35
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	11 373 191 879,05		37 945 039,95
– Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	8 293 408 497,79		23 919 780,21
– Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local : expérimentations Chorus	15 892 472,92		0,08
– Stratégie des finances publiques et modernisation de l'État	331 265 993,94		15 305,06
– Conduite et pilotage des politiques économique et financière	885 115 204,03		0,97
– Facilitation et sécurisation des échanges	1 532 899 819,71		1,29
– Fonction publique	205 357 590,84		6 562 252,16
– Entretien des bâtiments de l'État	109 252 299,82		7 447 700,18
Immigration, asile et intégration	588 433 240,49		3 554 856,51
– Immigration et asile	512 654 926,32		2 130 388,68
– Intégration et accès à la nationalité française	75 778 314,17		1 424 467,83
Justice	6 701 545 475,77	168 213,46	5 021 082,69
– Justice judiciaire	2 865 180 795,85		3 121 203,15
– Administration pénitentiaire	2 501 691 791,12		0,88
– Protection judiciaire de la jeunesse	765 616 899,94		1,06
– Accès au droit et à la justice	318 908 009,84		0,16
– Conduite et pilotage de la politique de la justice : expérimentations Chorus	241 165 987,25	168 213,46	0,21
– Conduite et pilotage de la politique de la justice	8 981 991,77		1 899 877,23

(En euros)			
Désignation des missions et des programmes .	Dépenses	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Médias	1 168 261 658,70		3 000,30
– Presse	435 716 547,94		0,06
– Soutien à l'expression radiophonique locale .	27 575 110,76		3 000,24
– Contribution au financement de l'audiovisuel public	458 000 000,00		
– Action audiovisuelle extérieure	246 970 000,00		
Outre-mer	2 531 575 087,90		10 749 856,10
– Emploi outre-mer	1 713 521 285,76		2 314 306,24
– Conditions de vie outre-mer	818 053 802,14		8 435 549,86
Plan de relance de l'économie	8 041 613 287,63		0,37
– Programme exceptionnel d'investissement public	694 424 000,00		
– Soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi	5 432 158 802,63		0,37
– Effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité	1 915 030 485,00		
Politique des territoires	524 479 651,79		2 165 471,21
– Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	420 672 215,32		618 173,68
– Interventions territoriales de l'État	103 807 436,47		1 547 297,53
Pouvoirs publics	1 017 200 374,00		5 525 346,00
– Présidence de la République	112 335 666,00		
– Assemblée nationale	533 910 000,00		
– Sénat	322 282 151,11		5 411 848,89
– La Chaîne parlementaire	30 735 000,00		
– Indemnités des représentants français au Parlement européen	4 745 974,00		
– Conseil constitutionnel	12 460 000,00		
– Haute Cour			
– Cour de justice de la République	731 582,89		113 497,11
Provisions			13 899 000,00
– Provision relative aux rémunérations publiques			
– Dépenses accidentelles et imprévisibles			13 899 000,00
Recherche et enseignement supérieur	24 306 597 426,47		43 184 394,53
– Formations supérieures et recherche universitaire	11 986 029 565,75		40 205 546,25
– Vie étudiante	2 092 937 375,40		286 922,60
– Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	4 994 169 839,52		0,48
– Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 223 943 212,00		
– Recherche spatiale	1 270 016 621,00		
– Recherche dans le domaine des risques et des pollutions	295 392 692,97		0,03
– Recherche dans le domaine de l'énergie	656 052 632,71		0,29
– Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	832 496 142,10		681 937,90
– Recherche dans le domaine des transports, de l'équipement et de l'habitat	308 841 394,30		0,70
– Recherche duale (civile et militaire)	200 000 000,00		
– Recherche culturelle et culture scientifique ..	154 421 364,88		718 402,12
– Enseignement supérieur et recherche agricoles	292 296 585,84		1 291 584,16
Régimes sociaux et de retraite	5 087 578 732,36		25 952 267,64
– Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 633 215 541,36		4 054 458,64

(En euros)			
Désignation des missions et des programmes .	Dépenses	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
– Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	739 999 228,00		772,00
– Régime de retraite des mines, de la SEITA et divers	714 363 963,00		21 897 037,00
Relations avec les collectivités territoriales ...	2 523 409 038,97		4 462 755,03
– Concours financiers aux communes et groupements de communes	740 927 043,58		59,42
– Concours financiers aux départements	488 792 355,60		4 298 574,40
– Concours financiers aux régions	812 485 620,00		
– Concours spécifiques et administration	481 204 019,79		164 121,21
Remboursements et dégrèvements	111 668 790 013,45		2 483 089 986,55
– Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	93 868 881 033,76		2 222 998 966,24
– Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	17 799 908 979,69		260 091 020,31
Santé	1 954 862 160,10		100 391 717,90
– Prévention et sécurité sanitaire	915 090 323,94		99 137 000,06
– Offre de soins et qualité du système de soins	121 258 282,35		704,65
– Protection maladie	918 513 553,81		1 254 013,19
Sécurité	16 398 387 722,37		2 530 426,63
– Police nationale	8 717 354 817,00		2 530 426,00
– Gendarmerie nationale	7 681 032 905,37		0,63
Sécurité civile	419 365 874,75		3 999 157,25
– Interventions des services opérationnels	236 014 673,81		2 746 424,19
– Coordination des moyens de secours	183 351 200,94		1 252 733,06
Solidarité, insertion et égalité des chances	11 463 573 589,96		7 372 328,04
– Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	441 167 020,09		733 648,91
– Actions en faveur des familles vulnérables ..	910 725 526,90		0,10
– Handicap et dépendance	9 036 208 588,55		24 125,45
– Égalité entre les hommes et les femmes	26 524 075,54		384 432,46
– Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1 048 948 378,88		6 230 121,12
Sport, jeunesse et vie associative	825 513 650,48		4 530 728,52
– Sport	246 668 315,11		0,89
– Jeunesse et vie associative	144 919 459,78		207 694,22
– Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative	433 925 875,59		4 323 033,41
Travail et emploi	13 650 698 780,14		7 745 670,86
– Accès et retour à l'emploi	6 182 063 901,84		0,16
– Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	6 597 183 359,21		0,79
– Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	84 457 834,47		3 661 300,53
– Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	786 993 684,62		4 084 369,38
Ville et logement	8 236 389 344,86		13 764 111,14
– Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 295 230 365,89		1 513 196,11
– Politique de la ville	788 398 417,47		2 457 823,53
– Aide à l'accès au logement	5 504 060 624,00		
– Développement et amélioration de l'offre de logement	648 699 937,50		9 793 091,50
TOTAL	402 593 656 016,82	168 213,46	3 105 054 992,64

Article 5

- ① I. – Le montant des autorisations d'engagement engagées sur les budgets annexes au titre de l'année 2009 est arrêté par missions et programmes aux

sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les autorisations d'engagement ouvertes sont modifiées comme indiqué dans ce tableau.

②

Désignation des budgets annexes	Autorisations d'engagement engagées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non engagées et non reportées
Contrôle et exploitation aériens	1 836 359 392,61		67 718 190,92
– Soutien aux prestations de l'aviation civile ..	1 228 556 858,53		38 275 562,47
– Navigation aérienne	457 673 222,06		20 402 584,94
– Surveillance et certification	79 796 968,00		5 868 885,04
– Formation aéronautique	70 332 344,02		3 171 158,47
Publications officielles et information administrative	177 638 766,95		17 478 381,05
– Accès au droit, publications officielles et annonces légales	144 553 462,95		5 085 395,05
– Édition publique et information administrative	33 085 304,00		12 392 986,00
TOTAL	2 013 998 159,56		85 196 571,97

- ③ II. – Les résultats relatifs aux budgets annexes au titre de l'année 2009 sont arrêtés par missions et programmes aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les

crédits ouverts sont modifiés comme indiqué dans ce tableau.

④

Désignation des budgets annexes	Dépenses	Recettes	Ajustements de la loi de règlement	
			Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations des crédits non consommés et non reportés
Contrôle et exploitation aériens ..	1 963 419 275,74	1 963 419 275,74	111 034 182,89	34 058 868,19
– Soutien aux prestations de l'aviation civile	1 228 889 639,19			19 496 429,81
– Navigation aérienne	474 970 309,15			1 950 592,85
– Surveillance et certification	75 564 619,55			10 001 782,49
– Formation aéronautique	72 960 524,96			2 610 063,04
Augmentation du fonds de roulement (ligne d'équilibre) .	111 034 182,89		111 034 182,89	
Publications officielles et information administrative ...	208 174 927,59	208 174 927,59	38 890 665,74	24 505 905,87
– Accès au droit, publications officielles et annonces légales	135 257 897,91			13 590 980,09
– Édition publique et information administrative	34 026 363,94			10 914 925,78
Augmentation du fonds de roulement (ligne d'équilibre) .	38 890 665,74		38 890 665,74	
TOTAL	2 171 594 203,33	2 171 594 203,33	149 924 848,63	58 564 774,06

Amendement n° 1 présenté par M. Carrez, Rapporteur général au nom de la commission des finances.

À la dernière phrase de l'alinéa 3, après le mot :

« crédits »,

insérer les mots :

« de paiement ».

Article 6

- ① I. – Le montant des autorisations d'engagement engagées sur les comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 2010 est arrêté, au 31 décembre 2009, par

missions et programmes aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les autorisations d'engagement ouvertes sont modifiées comme indiqué dans ce tableau.

②

(En euros)			
Désignation des comptes spéciaux	Autorisations d'engagement engagées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non engagées et non reportées
COMPTES À CRÉDITS			
<i>Comptes d'affectation spéciale</i>			
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	223 438 212,19		2,81
– Radars	212 878 194,75		1,25
– Fichier national du permis de conduire	10 560 017,44		1,56
Développement agricole et rural	116 854 115,51		2 943 221,49
– Développement et transfert en agriculture ...	48 788 651,75		1 351 029,25
– Recherche appliquée et innovation en agriculture	68 065 463,76		1 592 192,24
Gestion du patrimoine immobilier de l'État ...	475 168 269,68		582 660 454,32
– Contribution au désendettement de l'État ...	32 227 774,72		16 577 221,28
– Contributions aux dépenses immobilières ...	442 940 494,96		566 083 233,04
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien			
– Désendettement de l'État			
– Optimisation de l'usage du spectre hertzien .			
Participations financières de l'État	1 796 844 062,96		544 811 360,04
– Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État	1 796 844 062,96		382 123 063,04
– Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État			162 688 297,00
Pensions	49 403 772 528,32		42 926 997,68
– Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	44 937 016 352,55		5 549,45
– Ouvriers des établissements industriels de l'État	1 785 252 401,47		19 979 860,53
– Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	2 681 503 774,30		22 941 587,70
Total des comptes d'affectation spéciale	52 016 077 188,66		1 173 342 036,34
<i>Comptes de concours financiers</i>			
Accords monétaires internationaux			
– Relations avec l'Union monétaire ouest-africaine			
– Relations avec l'Union monétaire d'Afrique centrale			
– Relations avec l'Union des Comores			
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics ...	7 319 594 607,27		912 721 392,73
– Avances à l'Agence unique de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune	6 587 278 607,27		912 721 392,73
– Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	450 500 000,00		
– Avances à des services de l'État	281 816 000,00		
Avances à l'audiovisuel public	2 997 645 613,00		
– France Télévisions	2 039 141 200,00		
– ARTE-France	232 348 970,00		
– Radio France	559 694 843,00		
– Contribution au financement de l'action audiovisuelle extérieure	65 288 200,00		

(En euros)			
Désignation des comptes spéciaux	Autorisations d'engagement engagées	Ajustements de la loi de règlement	
		Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non engagées et non reportées
– Institut national de l'audiovisuel	86 172 400,00		
– Passage à la télévision tout numérique	15 000 000,00		
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	680 937 597,37		47 062 402,63
– Avances au titre du paiement de l'aide à l'acquisition de véhicules propres	694 192 190,96		28 807 809,04
– Avances au titre du paiement de la majoration de l'aide à l'acquisition de véhicules propres en cas de destruction simultanée d'un véhicule de plus de quinze ans	-13 254 593,59		18 254 593,59
Avances aux collectivités territoriales	86 254 828 656,00		566 971 344,00
– Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie			6 800 000,00
– Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	86 254 828 656,00		560 171 344,00
Prêts à des États étrangers	3 091 892 979,06	32 375 203,68	28 962 224,62
– Prêts à des États étrangers, de la réserve pays émergents, en vue de faciliter la réalisation de projets d'infrastructures	718 675 203,68	18 675 203,68	
– Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	1 989 517 775,38		28 962 224,62
– Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers	383 700 000,00	13 700 000,00	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	6 302 675 157,75		183 359,25
– Prêts et avances à des particuliers ou à des associations	616 641,08		183 358,92
– Prêts pour le développement économique et social	52 058 516,67		0,33
– Prêts à la filière automobile	6 250 000 000,00		
Total des comptes de concours financiers	106 647 574 610,45	32 375 203,68	1 555 900 723,23
TOTAL COMPTES À CRÉDITS	158 663 651 799,11	32 375 203,68	2 729 242 759,57

③ II. – Les résultats des comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 2010 sont arrêtés, au 31 décembre 2009, par missions et programmes aux

sommes mentionnées dans les tableaux ci-après. Les crédits de paiement ouverts et les découverts autorisés sont modifiés comme indiqué dans ces tableaux.

④

(En euros)				
Désignation des comptes spéciaux	Opérations de l'année		Ajustements de la loi de règlement	
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
A. – COMPTES À CRÉDITS				
<i>Comptes d'affectation spéciale</i>				
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	180 145 306,35	212 050 000,00		0,65
– Radars	168 518 948,89			0,11
– Fichier national du permis de conduire	11 626 357,46			0,54
Développement agricole et rural .	112 344 583,22	110 556 778,14		2 943 221,78
– Développement et transfert en agriculture	49 191 437,56			1 351 029,44

(En euros)				
Désignation des comptes spéciaux	Opérations de l'année		Ajustements de la loi de règlement	
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
– Recherche appliquée et innovation en agriculture	63 153 145,66			1 592 192,34
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	900 529 499,38	615 531 723,86		225 294 428,62
– Contribution au désendettement de l'État	32 227 774,72			16 577 221,28
– Contributions aux dépenses immobilières	868 301 724,66			208 717 207,34
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien				
– Désendettement de l'État				
– Optimisation de l'usage du spectre hertzien				
Participations financières de l'État	1 797 815 322,96	3 455 188 640,31		544 811 360,04
– Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État	1 797 815 322,96			382 123 063,04
– Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État				162 688 297,00
Pensions	49 403 794 510,62	49 749 332 214,46	5 278,58	43 085 297,96
– Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	44 937 016 352,55		5 278,58	0,03
– Ouvriers des établissements industriels de l'État	1 785 252 401,47			19 979 860,53
– Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	2 681 525 756,60			23 105 437,40
Total des comptes d'affectation spéciale	52 394 629 222,53	54 142 659 356,77	5 278,58	816 134 309,05
<i>Comptes de concours financiers ...</i>				
Accords monétaires internationaux				
– Relations avec l'Union monétaire ouest-africaine				
– Relations avec l'Union monétaire d'Afrique centrale				
– Relations avec l'Union des Comores				
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	7 319 594 607,27	6 852 798 085,71		912 721 392,73
– Avances à l'Agence unique de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune	6 587 278 607,27			912 721 392,73
– Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	450 500 000,00			
– Avances à des services de l'État	281 816 000,00			
Avances à l'audiovisuel public ...	2 997 645 613,00	2 997 739 578,48		
– France Télévisions	2 039 141 200,00			
– ARTE-France	232 348 970,00			
– Radio France	559 694 843,00			
– Contribution au financement de l'action audiovisuelle extérieure	65 288 200,00			
– Institut national de l'audiovisuel	86 172 400,00			
– Passage à la télévision tout numérique	15 000 000,00			

(En euros)				
Désignation des comptes spéciaux	Opérations de l'année		Ajustements de la loi de règlement	
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	724 564 728,25	199 528 505,40		3 435 271,75
– Avances au titre du paiement de l'aide à l'acquisition de véhicules propres	721 701 375,97			1 298 624,03
– Avances au titre du paiement de la majoration de l'aide à l'acquisition de véhicules propres en cas de destruction simultanée d'un véhicule de plus de quinze ans	2 863 352,28			2 136 647,72
Avances aux collectivités territoriales	86 332 992 697,98	84 879 033 972,50		488 807 302,02
– Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie				6 800 000,00
– Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	86 332 992 697,98			482 007 302,02
Prêts à des États étrangers	2 300 710 652,37	745 877 467,73		56 769 347,63
– Prêts à des États étrangers, de la réserve pays émergents, en vue de faciliter la réalisation de projets d'infrastructures	147 349 390,67			32 650 609,33
– Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	1 994 361 261,70			24 118 738,30
– Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers	159 000 000,00			
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés ..	6 293 976 059,59	4 668 454,96		182 457,41
– Prêts et avances à des particuliers ou à des associations	617 542,92			182 457,08
– Prêts pour le développement économique et social	43 358 516,67			0,33
– Prêts à la filière automobile	6 250 000 000,00			
Total des comptes de concours financiers	105 969 484 358,46	95 679 646 064,78		1 461 915 771,54
TOTAL COMPTES À CRÉDITS ...	158 364 113 580,99	149 822 305 421,55	5 278,58	2 278 050 080,59

(En euros)			
Désignation des comptes spéciaux	Opérations de l'année		Ajustements de la loi de règlement
	Dépenses	Recettes	Majorations du découvert
B. – COMPTES À DÉCOUVERT			
<i>Comptes de commerce</i>			
– Approvisionnement des armées en produits pétroliers	532 971 414,39	552 098 074,55	
– Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	94 647 688,60	96 133 361,23	
– Couverture des risques financiers de l'État ..	1 589 770 420,09	1 589 770 420,09	
– Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État	496 833 951,13	663 574 105,61	
– Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État	41 950 867 280,18	42 091 208 028,32	
– Gestion des actifs carbonés de l'État			

(En euros)			
Désignation des comptes spéciaux	Opérations de l'année		Ajustements de la loi de règlement
	Dépenses	Recettes	Majorations du découvert
– Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	9 158 750,00	9 139 931,18	
– Liquidation d'établissements publics de l'État et liquidations diverses	2 813,06	974 107,46	
– Opérations commerciales des domaines	96 834 493,33	113 061 880,55	
– Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'Équipement	829 917 140,61	842 243 686,49	
– Régie industrielle des établissements pénitentiaires	23 292 309,41	24 664 375,60	
Total des comptes de commerce	45 624 296 260,80	45 982 867 971,08	
Comptes d'opérations monétaires			
– Émission des monnaies métalliques	194 779 328,36	260 954 895,57	
– Opérations avec le Fonds monétaire international	10 806 980 706,30	11 323 786 337,69	9 058 435 752,65
– Pertes et bénéfices de change	43 110 452,76	37 303 769,82	
Total des comptes d'opérations monétaires ...	11 044 870 487,42	11 622 045 003,08	9 058 435 752,65
TOTAL COMPTES À DÉCOUVERT	56 669 166 748,22	57 604 912 974,16	9 058 435 752,65

⑤ III. – Les soldes des comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 2010 sont arrêtés, au 31 décembre

2009, aux sommes ci-après :

⑥

(En euros)		
Désignation des comptes spéciaux	Soldes au 31 décembre 2009	
	Débiteurs	Créditeurs
A. – COMPTES À CRÉDITS		
Comptes d'affectation spéciale		
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route		155 184 420,30
Développement agricole et rural		53 551 895,26
Gestion du patrimoine immobilier de l'État		643 654 595,73
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien		
Participations financières de l'État		5 869 759 359,53
Pensions		1 146 203 583,79
Comptes de concours financiers		
Accords monétaires internationaux		
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	1 001 993 926,04	
Avances à l'audiovisuel public		2 526 724,68
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	739 035 175,95	
Avances aux collectivités territoriales	14 541 663 452,14	
Prêts à des États étrangers	13 736 868 655,64	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	6 497 966 025,06	
Total des comptes à crédits	36 517 527 234,83	7 870 880 579,29
B. COMPTES À DÉCOUVERT		
Comptes de commerce		
Approvisionnement des armées en produits pétroliers		10 738 737,14
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	6 389 475,66	
Couverture des risques financiers de l'État	0,01	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État		405 522 794,02
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État		2 252 135 054,89

(En euros)		
Désignation des comptes spéciaux	Soldes au 31 décembre 2009	
	Débiteurs	Créditeurs
Gestion des actifs carbonés de l'État		
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes		65 738 944,65
Liquidation d'établissements publics de l'État et liquidations diverses		17 465 796,94
Opérations commerciales des domaines		149 189 342,92
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'Équipement		52 356 723,08
Régie industrielle des établissements pénitentiaires		19 762 753,29
Comptes d'opérations monétaires		
Émission des monnaies métalliques		2 477 703 942,41
Opérations avec le Fonds monétaire international	9 058 435 752,65	
Pertes et bénéfices de change	5 806 682,94	
Total des comptes à découvert	9 070 631 911,26	5 450 614 089,34
TOTAUX	45 588 159 146,09	13 321 494 668,63

⑦ IV. – Les soldes arrêtés au III sont reportés à la gestion 2010 à l'exception :

– d'un solde débiteur global de 314 997 510,60 € concernant les comptes de concours financiers suivants : « Prêts à des États étrangers » (259 949 031,23 €), « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » (32 500 000 €), « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (22 548 479,37 €) ;

– d'un solde débiteur de 7 251 031,75 € relatif au compte de commerce « Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes » ;

– d'un solde débiteur de 5 806 682,94 € afférent au compte d'opérations monétaires « Pertes et bénéfices de change ».

Article 7

Après le 14° du I de l'article 128 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, il est inséré un 15° ainsi rédigé :

« 15° Justice des mineurs ».

Amendement n° 2 présenté par M. Carrez, Rapporteur général au nom de la commission des finances.

Après le mot :

« complété »,

rédiger ainsi la fin de cet article :

« par deux alinéas ainsi rédigés :

« 15° Défense et sécurité nationale ;

« 16° Justice des mineurs. ».

Après l'article 7

Amendement n° 3 rectifié présenté par M. Carrez, Rapporteur général au nom de la commission des finances et M. Cahuzac.

Après l'article 7, insérer l'article suivant :

Après l'article L. 351-10 du code des juridictions financières, il est inséré un article L. 351-10-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 351-10-1. – Les membres du Conseil des prélèvements obligatoires et les rapporteurs désignés en application de l'article L. 351-8 sont habilités à se faire communiquer tous documents, de quelque nature que ce soit, pour réaliser les études prévues à l'article L. 351-3.

« Les agents des services, établissements, institutions et organismes mentionnés à l'article L. 351-10 sont déliés du secret professionnel à l'égard des membres du Conseil des prélèvements obligatoires et des rapporteurs désignés en application de l'article L. 351-8, à l'occasion des études que ceux-ci réalisent en application de l'article L. 351-3.

« Pour les besoins des mêmes études, les membres du Conseil des prélèvements obligatoires et les rapporteurs désignés en application de l'article L. 351-8 peuvent exercer directement le droit de communication que les agents des services, établissements, institutions et organismes mentionnés à l'article L. 351-10 tiennent de la loi.

« Le fait de faire obstacle, de quelque façon que ce soit, à l'exercice des pouvoirs attribués par le présent article aux membres du Conseil des prélèvements obligatoires et aux rapporteurs désignés en application de l'article L. 351-8 est puni de 15 000 euros d'amende. Le président du Conseil des prélèvements obligatoires peut saisir le parquet près la juridiction compétente en vue de déclencher l'action publique. ».

Annexes

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 28 juin 2010, transmise par M. le président du Sénat, une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants.

Cette proposition de loi, n° 2683, est renvoyée à une commission spéciale, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 28 juin 2010, de M. Guy Geoffroy, un rapport, n° 2684, fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition

de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants (n°2683).

DÉPÔT DE RAPPORT EN APPLICATION D'UNE LOI

M. le Président de l'Assemblée nationale a reçu, le 25 juin 2010, de M. le Premier ministre, en application de l'article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, le projet de contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Radio France pour la période 2010-2014.

TEXTES SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

Transmissions

Par lettre du 25 juin 2010, Monsieur le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

- No E 5437. – Proposition de virement de crédits no 2/2010 à l'intérieur de la Section IV - Cour de justice - du budget général pour l'exercice 2010 (10848/10).
- No E 5438. – Proposition de décision d'exécution du Conseil autorisant la Roumanie à appliquer une mesure particulière dérogeant à l'article 193 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (COM [2010] 313 FINAL).
- No E 5439. – Proposition de règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) no 2187/2005 du Conseil en ce qui concerne l'interdiction de l'accroissement de la valeur des prises et les restrictions applicables à la pêche au flet et au turbot dans les eaux de la mer Baltique, des Belts et de l'Øresund (COM [2010] 325 FINAL).
- No E 5440. – Proposition de décision du Conseil sur l'existence d'un déficit excessif à Chypre (SEC [2010] 740 FINAL).
- No E 5441. – Proposition de décision du Conseil sur l'existence d'un déficit excessif au Danemark (SEC [2010] 743 FINAL).
- No E 5442. – Proposition de décision du Conseil sur l'existence d'un déficit excessif en Finlande (SEC [2010] 746 FINAL).

Transmissions

Par lettre du 28 juin 2010, Monsieur le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

- No E 5443. – Projet de décision du Conseil portant mise à jour de la liste des personnes, groupes et entités auxquels s'appliquent les articles 2, 3 et 4 de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme (SN 2789/10).
- No E 5444. – Projet de règlement d'exécution du Conseil mettant en œuvre l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) no 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et abrogeant le règlement (UE) no 1285/2009 (SN 2790/10).

TEXTES TRANSMIS EN APPLICATION DU PROTOCOLE SUR L'APPLICATION DES PRINCIPES DE SUBSIDIARITÉ ET DE PROPORTIONNALITÉ ANNEXÉ AU TRAITÉ SUR L'UNION EUROPÉENNE ET AU TRAITÉ SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

La Commission européenne a transmis, en application du protocole (n° 2) sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, à Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

Communication du 25 juin 2010

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1060/2009 sur les agences de notation de crédit (COM [2010] 289 final).

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 663/2009 établissant un programme d'aide à la relance économique par l'octroi d'une assistance financière communautaire à des projets dans le domaine de l'énergie (COM [2010] 283 final).

Proposition de règlement (UE) n° .../2010 du Parlement européen et du Conseil du modifiant le règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil (règlement «OCM unique») en ce qui concerne l'aide octroyée dans le cadre du monopole allemand de l'alcool (COM [2010] 336 final).

